

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 22 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Le Toutou
- 2) La bande des quatre...
- 3) Il va pas s'embarrasser
- 4) Il en pense quoi
- 5) En baisse...
- 6) Le retour...pour quoi faire

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Pour Arnaud Montebourg, Emmanuel Macron est "le labrador à poil lisse de François Hollande"





Sylvain Chazot
sylvain.chazot@europe1.fr

II) Chelles : quatre collégiens de Corot ont interrogé Macron sur Canal +

Grégory Plesse

CHIEN DE GARDE – Arnaud Montebourg se pose des questions. Qui suis-je ? Dans quel étagère ? Qui est Emmanuel Macron ? À cette dernière question au moins, l'ancien ministre du Redressement productif a une réponse. Et celle-ci est *plutôt sympa*.

Voici comment le **n°2 d'Habitat** décrit son successeur à Bercy, selon Le Parisien qui rapporte ses propos ce mercredi 16 décembre :

Macron, c'est le labrador à poil lisse de François Hollande, qui gambade dans les jardins de l'Élysée !

On imaginait bien qu'Arnaud Montebourg, qui s'est fait virer du gouvernement pour avoir réclamé un peu trop fort un changement de cap économique, ne portait pas dans son cœur Emmanuel Macron. Mais de là à y voir **un compagnon de Philae...**

Voilà qui ne devrait pas arranger les relations de l'ancien ministre avec son camp, du moins en partie. Certes, **Emmanuel Macron n'a pas sa carte au Parti socialiste**. Il est néanmoins l'un des membres les plus importants et les plus médiatiques du gouvernement de Manuel Valls.

En juin, **Thierry Mandon estimait qu'Arnaud Montebourg avait acté sa rupture avec le PS** après sa tribune coécrite avec le banquier d'affaires Matthieu Pigasse dans le JDD. "En faisant volontairement cette tribune le jour de clôture du congrès socialiste, il a tiré un trait sur le Parti socialiste. **Je pense qu'il considère que le PS - et là il a vraiment tort - c'est derrière lui, ça n'existe plus. Il est sur cette vision fausse**", avait expliqué Thierry Mandon sur Sud Radio.

lelab.europe1.fr



Plateau du «Supplément», le 13 novembre. Zachary, Ayoub, Elodie et Katarina (de g. à d.) ont participé à l'émission de Canal + présentée par Ali Baddou pour interroger Emmanuel Macron, le ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique. (Canal+/Ieff Lanet.)

Pour quatre élèves de troisième du collège Corot, à Chelles, l'après-midi qu'ils ont passé dans un studio de La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour l'enregistrement de l'émission dominicale de Canal +, «Le supplément» devait être la seule raison de retenir la date du 13 novembre. C'est en effet quelques heures avant les attentats que le présentateur Ali Baddou a reçu sur son plateau le ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron, pour une émission spéciale qui a finalement été diffusée hier midi.

Les collégiens, qui écrivent dans le «Petit Corot», le journal du collège plusieurs fois primé par l'académie, s'appêtent à l'interroger sous l'oeil des caméras. «Quand l'équipe du Supplément est venue nous filmer chez nous et au collège, ça allait. Mais devant tout ce public, ça met une grosse pression», confie Katarina. Qui, comme ses camarades, se débrouille pourtant très bien face au ministre, dans le rôle du professeur d'économie. Elle lui fait part de son envie de créer un réseau social. Emmanuel Macron lui répond que «1500 start-ups sont créées chaque année en France».

A Elodie, qui se demande si elle peut «réussir comme» le ministre, il reconnaît que venant de banlieue et issue d'un milieu moins favorisé, elle a «statistiquement beaucoup moins de chances» d'y arriver. Mais il l'invite néanmoins à «prendre des risques» et à «tout oser». Zachary, dont on

apprend au cours de sa présentation qu'il a lu «Le Hareng de Bismarck» de Jean-Luc Mélenchon, dit à Emmanuel Macron qu'il ne lui donne «pas l'impression d'être un homme de gauche».

«Il a essayé de nous endormir !», souffle le collégien après l'enregistrement de l'émission, toujours pas convaincu. Ayoub, qui voudrait être journaliste sportif, a apprécié «ses réactions quand nos portraits ont été diffusés, il y a été sensible». Il a par ailleurs su tirer son épingle du jeu, puisqu'il a décroché un stage à la rédaction du magazine «So Foot» pendant cette journée avec les journalistes de l'émission.

Jean-Riad Kéchaou, le professeur qui anime le club journal plusieurs fois primé du collège, est ravi. « Ils ont pu voir comment travaille une équipe de tournage, les coulisses d'une émission de télé et interroger un ministre devant les caméras. On ne pouvait pas espérer mieux comme initiation».

leparisien.fr

III) Quand Bartolone augmente son cabinet de 240.000 euros

Emmanuel Lévy

Entre 2013 et 2014, le cabinet du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, aura bénéficié d'une augmentation de 6% de sa rémunération. Presque 240.000 euros. Une coquette somme pour celui qui, tout juste installé au "Perchoir", prônait "un devoir d'exemplarité".



Constance Decorde/SIPA

En promettant de quitter la présidence de l'Assemblée nationale pour celle de la Région Ile-de-France, en cas de victoire du Parti socialiste et de ses alliés aux élections régionales, Claude Bartolone donnait la juste mesure de l'intérêt du poste de patron de l'exécutif de la région capitale : des subventions à distribuer - le gros des cinq milliards de budget - et des boulots à filer - une trentaine de collaborateurs au cabinet, sans compter les organismes associés. Les urnes ont parlé, il a perdu et... il retrouvera donc l'Hôtel de Lassay. Mais le parachute est douillet.

La vie à la résidence du président de l'Assemblée Nationale est plutôt bonace : restaurant, huissiers et surtout 19 personnes à son cabinet. La certification des comptes de l'Assemblée nationale par la Cour des comptes en apporte une nouvelle preuve. L'employeur Bartolone prend soin de son cabinet et des personnels contractuels qui lui sont attachés : presque 240.000 euros de plus en 2014. Soit une progression de 6 % d'une année sur l'autre. En tout, le personnel contractuel de la présidence, essentiellement les 19 membres de son cabinet, affiche selon le document de la Cour des comptes une rémunération globale de 2,86 millions d'euros au titre de 2014, contre 2,7 en 2013. A ces montants, doivent être ajoutées les cotisations sociales, qui représentent pour l'Assemblée 50% de la rémunération totale. Bref, on passe de 4,05 millions d'euros en 2013 à 4,3 millions en 2014...

A titre de comparaison, Bernard Accoyer qui occupait le poste précédemment ne disposait que de 13 collaborateurs, pour un budget total de 3,15 millions d'euros en 2011, charges comprises. En 3 ans, la progression aura donc été fulgurante : 1,2 million, plus de 33% d'augmentation. Son directeur de cabinet plaide cependant pour une illusion d'optique : « Nous avons régularisé certaines situations. Des personnels étaient payés par d'autres administrations. C'était le cas de mon prédécesseur par exemple. » Voilà qui paraît étonnant : les administrations se doivent de compenser à l'euro près les personnels qu'elles se « prêtent » ...

A son arrivée au perchoir en 2012, Claude Bartolone prônait pourtant « un devoir d'exemplarité ». A cette fin, il avait décidé de geler le budget général de l'Assemblée nationale pour les 5 ans à venir. Il avait également réduit de 10% le montant de l'indemnité pour frais de mandat (IRFM) que touchent les députés (6.412 euros par mois), soit une baisse d'environ 640 euros par mois pour les parlementaires.

Le petit surplus pour son cabinet en 2014 représente donc l'équivalent de l'économie réalisée sur 31 députés... Lesquels apprécieront comment une partie de leurs efforts est utilisée par leur Président.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Ce que Podemos dit de l'état de la gauche française

Par Stéphane Allières et François Bonnet

Soyons lucides, la gauche française est à court terme incapable de faire bon usage des leçons du vote espagnol comme, avant elles, du vote grec.

D'accord, Podemos n'est pas parvenu à « prendre le ciel d'assaut », comme l'ambitionnait son slogan de campagne. Mais le mouvement est sur un petit nuage. Moins de deux ans après son entrée dans l'arène électorale (européennes de mai 2014, 8 % des voix), une grosse année après son congrès fondateur, Podemos a déjà réussi un exploit : dynamiter le vieux système politique espagnol construit au lendemain de la mort du dictateur Franco. Le bipartisme PP (droite)/PSOE (gauche) est à l'agonie. Ces deux formations ont réuni dimanche à peine plus de la moitié de voix (50,7 %) quand, depuis plus de trois décennies, elles totalisaient 70 à 80 % des suffrages.

Les esprits chagrins en France – et ils sont nombreux à gauche – noteront seulement que l'Espagne est devenue ingouvernable et que Podemos aura loupé son pari : devancer le parti socialiste (PSOE). Peu importe qu'il le talonne (20,6 % des suffrages et 22 % pour le PSOE), peu importe qu'une nouvelle ère politique débute en

Espagne, tout aussi passionnante que celles qui se sont ouvertes en Grèce, avec Syriza, ou en Italie avec le Mouvement 5 étoiles, sans parler du Portugal qui expérimente depuis un mois une étonnante coalition des gauches.

Nos conservateurs de droite et de gauche crieront au populisme inepte, promettent un feu de paille, dénonceront démagogie et confusion. Ils avaient fait de même avec Syriza puis avec l'arrivée à la tête du parti travailliste anglais de Jeremy Corbyn. Et ils retourneront aussitôt dans leurs petites cuisines pour y entretenir leur seule obsession : l'élection présidentielle de 2017.



Pablo Iglesias, leader de Podemos. © Reuters

C'est une réaction de survie compréhensible, tant le miroir que tendent Podemos et d'autres mouvements progressistes européens est accablant pour les gauches françaises. Voilà que l'Espagne montre à son tour que des alternatives peuvent se forger, que la politique peut être réenchantée, que le seul choix n'est pas entre l'extrême droite raciste et des gouvernements néolibéraux, comme tentent de nous en convaincre aujourd'hui François Hollande et Manuel Valls.

Podemos n'est qu'une histoire espagnole, sans comparaison possible avec la situation française, nous disent encore ceux qui veulent briser le miroir. Oui, pour partie, mais évidemment non. Car ce qui s'est construit en Espagne depuis 2011, depuis le mouvement des indignés et ses prolongements politiques, l'a été sur des bases étonnamment communes aux deux pays :

– **D'abord** une crise financière et économique sans précédent depuis 1929. Articulée à la bulle immobilière espagnole, sa violence fut certes sans commune mesure en Espagne, où le taux de chômage (20 %) reste aujourd'hui près du double du taux français (10,5 %). Mais nous avons en

commun les précarités érigées en règle nouvelle du salariat, les déstructurations en profondeur de l'État et de ses systèmes de protection, l'installation durable dans un chômage de masse sur fond d'évasion fiscale des grandes entreprises et de toute-puissance du système financier.

– **Ensuite** un rejet massif d'une classe politique minée par les scandales de corruption, par un sentiment d'impunité généralisée. Ajoutons à cela les cumuls de mandat, des carrières politiques qui se comptent en décennies, une incapacité à renouveler les dirigeants comme à représenter des catégories entières de populations, et nous avons ce que Podemos appelle « la caste ». Pour le coup, notre oligarchie typiquement française à laquelle s'ajoutent des dirigeants politiques insubmersibles peut sembler pire encore que cette « caste » espagnole.

– **Enfin**, une crise institutionnelle tout aussi grave dans les deux pays. Le régime issu de la Transition post-franquiste est à bout de souffle. Il organisait un bipartisme de fer articulé à un centralisme niant les identités régionales : le voilà incapable de répondre aux nouvelles demandes sociales et politiques. Notre Ve République est dans un état pire encore. Le mode de scrutin majoritaire aux législatives, combiné à l'hypertrophie présidentielle, étouffe tout renouvellement et ne parvient même plus à enrayer la progression d'une extrême droite désormais installée au centre du paysage.

Alors que s'est-il passé pour que partant de considérants semblables – crise économique, crise de la représentation politique, crise institutionnelle – une alternative crédible s'installe en Espagne quand les gauches françaises – c'est-à-dire les formations à la gauche du parti socialiste – se réduisent à quelques chapelles en ruines ? Et que peut nous apprendre aujourd'hui Podemos, comme l'avait fait hier Syriza, de ces échecs à répétition ?

« La gauche française doit changer »

« La gauche française doit changer, elle doit aussi changer les personnes, il lui faut trouver des réponses à l'extérieur du champ politique et des partis, il lui faut construire des leadership au pluriel qui ouvrent plusieurs voies », notait récemment Juan Luis Monedero, invité de notre émission « En direct de Mediapart » (voir vidéo ci-dessous). En une phrase, presque tout est dit. Fondateur de Podemos, en retrait aujourd'hui de sa direction mais toujours très influent, Monedero

rappelait aussi ce que fut un des slogans de Podemos lors des élections européennes de 2014 : « Quelle est la dernière fois où tu as voté avec un rêve ? »

Monedero (Podemos) face à la gauche française

<https://youtu.be/SWPR-s5jfZO>

Sur Mediapart, Juan Carlos Monedero est face à la gauche française : Isabelle Attard (députée citoyenne), Julien Bayou (EELV) et Danielle Simonnet (Parti de gauche).

Les rêves français se sont évanouis depuis longtemps. Les formations de gauche, obnubilées par les stratégies de conquête du pouvoir dans le cadre fou de notre monarchie républicaine – ou d'alliances pour y participer –, ont depuis oublié l'essentiel : la société, le projet et l'attention au neuf, à ces multitudes de dynamiques émergentes qui viennent faire mourir l'ancien.

Par conséquent, il semble qu'il n'y a plus rien à attendre de leurs responsables. Congrès après congrès, élections intermédiaires après élections intermédiaires, la gauche, dans ce qu'il reste de sa pluralité, ne semble pouvoir être capable que de s'accorder sur le vote de l'état d'urgence et la vision défensive d'une république creuse et à bout de souffle.

Point de Syriza, de Podemos ou de Corbyn à venir. D'abord parce que la gauche est au pouvoir. Ou, plus précisément, parce que le pouvoir en place a été élu par la gauche. Ensuite, parce que l'austérité se fait moins brutale, et le bouc émissaire à la crise économique (le musulman) bien plus évident. Enfin, parce que l'extrême droite domine intellectuellement le paysage.

Et puis la France n'est pas entrée en guerre au début des années 2000. En même temps que l'altermondialisme, qui culminait alors chez ceux qui refusaient l'évolution de la social-démocratie européenne, des générations militantes se sont construites dans ces mobilisations pacifistes appelant à repenser les rapports nord-sud. Aujourd'hui, alors que la France s'est à son tour lancée dans « la guerre au terrorisme », où sont les manifestations ?

La question posée aux partis politiques de la gauche française est aussi insoluble au regard de son histoire politique. Depuis la révolution française de 1789, les élites gouvernantes du pays

sont rétives à l'idée de parti de masse et de mobilisation générale de la société. On y préfère les clubs et les organisations d'avant-garde, ou encore des partis dont les responsables se construisent par leur capacité à conserver un appareil et à faire une carrière d'élus.

Un exemple ? Depuis vingt ans, les écologistes français n'ont jamais pris soin de faire de leur formation un mouvement de masse, attirant, intégrant des militants en nombre, mais aussi sachant apprendre des innombrables formes nouvelles de mobilisation et d'engagement. EELV demeure un petit jeu à quelques milliers de militants, pratiqué selon des règles incompréhensibles, et dont la conquête électorale semble être le seul carburant.

Le résultat ? La production, comme dans les autres partis, de « professionnels de la politique » et de quelques graves incongruités comme Jean-Vincent Placé. À qui fera-t-on croire que l'actuel président du groupe EELV au Sénat est écologiste, quand il est depuis un quart de siècle en politique avec un parcours digne d'un mini Edgar Faure de la IV^e République ? Ce serait faire un mauvais procès que de décrire EELV absent des luttes locales, désertant les grands combats écologistes et aveugle aux mouvements sociaux. Mais force est de constater qu'il n'en fait rien et que chacune de ses tentatives de s'ouvrir en grand aux forces de la société ont été bloquées par des manœuvres d'appareil visant d'abord à préserver les équilibres de pouvoir internes.

« Changer les personnes, trouver des réponses à l'extérieur du champ politique », dit Monedero. Aux tentatives sans lendemain d'EELV s'ajoutent le surplace du parti de gauche et l'épuisement de son partenariat avec d'autres formations au sein du Front de gauche. Orateur de talent, animateur charismatique de la campagne présidentielle 2012, Jean-Luc Mélenchon et les siens n'auront pu transformer l'essai réussi au premier tour de la dernière présidentielle. « Le Front de gauche ressort considérablement affaibli électoralement, moralement et financièrement des élections régionales ! » notait récemment Jean-Luc Mélenchon sur son blog. « Il est d'autant plus urgent de proposer une méthode de rechange que celle-ci s'est épuisée de l'avis général. »

Tout occupé à construire un espace entre le PS et le PC (lui-même d'abord obsédé par son nombre d'élus qu'il doit à ses alliances avec le PS), Mélenchon s'est battu selon les règles obsolètes de la vieille démocratie partidairienne quand les

engagements collectifs se font désormais ailleurs. L'a-t-il compris trop tard en abandonnant la présidence du parti de gauche pour lancer le mouvement pour la VI^e République ? Lui aussi obsédé par la présidentielle, tenant d'une conception verticale et avant-gardiste de la lutte politique, l'ancien dirigeant socialiste n'est pas plus parvenu à fédérer ce qui aurait pu constituer une alternative large et plurielle.

Nouvelles mobilisations

Le constat est aujourd'hui sinistre pour les forces se positionnant à la gauche du parti socialiste. Le quinquennat de François Hollande, s'il laisse le PS exsangue, les aura également dissoutes. Évoque-t-on la façon dont Podemos s'est appuyé sur le mouvement des indignés, et les responsables français soupirent en soulignant qu'aucune mobilisation sociale comparable n'a eu lieu en France. L'explication est un peu courte.

Podemos ne s'est pas seulement construit sur les immenses mobilisations des Indignados. Partout en Espagne ont émergé des collectifs citoyens nés de luttes locales sur des questions aujourd'hui largement négligées par les partis français : santé, éducation, aménagement, logement et expulsions, banques. Et ce sont ces dynamiques venues de la société, entretenues par ces collectifs qui ont construit des débouchés politiques (lire ici le reportage de Ludovic Lamant sur les « marées citoyennes » en Galice).



Opération des « faucheurs de chaises », en novembre pour protester contre les pratiques de BNP Paribas dans les paradis fiscaux.

De telles luttes ont aussi lieu en France aujourd'hui. Pas seulement à Notre-Dame-des-Landes ou à Sivens. De nombreux collectifs ont émergé dans les quartiers populaires qui demeurent pourtant obstinément relégués dans l'angle mort de la politique française. Attac ou Transparency International ont porté le débat public contre les politiques des banques, les paradis offshore et l'évasion fiscale.

D'autres associations ont défendu les lanceurs d'alerte. D'autres encore ont expérimenté de nouvelles formes de lutte syndicale. D'autres ont popularisé et défendu les vrais enjeux de la COP21 (voir ici notre émission). D'autres enfin ont bataillé contre la loi instituant une surveillance généralisée et dénoncent aujourd'hui les innombrables excès de l'état d'urgence, état d'urgence pourtant voté par la quasi-totalité des parlementaires écologistes et communistes...

Ce sont ces types de lutte qui, à Grenoble, ont permis la construction d'un collectif politique capable d'emporter la ville lors des dernières municipales. C'est l'exemple unique en France d'une construction politique issue de telles mobilisations où une attention toute particulière fut portée à la mise en place de pratiques politiques nouvelles : renouvellement ; non cumul des mandats ; comptes rendus de mandat et procédures révocatoires.

D'ailleurs, s'il ne devait y avoir qu'une seule leçon à retenir de l'expérience Podemos pour les gauches françaises, c'est bien celle d'un Pablo Iglesias intervenant dimanche soir pour affirmer la priorité absolue de réformes institutionnelles en vue de mettre fin à une crise de régime (réforme du système électoral et droit de révocation du chef de gouvernement, à mi-mandat).

En France, un tel sujet s'est toujours heurté aux railleries des pouvoirs en place, au prétexte que « ça ne remplirait pas les frigos des gens ». Assertion imparable de la part de ceux qui n'ont, par cette pirouette, aucunement besoin de remettre en jeu le pouvoir qu'ils accaparent. C'est aussi sur le personnage même d'Iglesias que les élites de la gauche française feraient bien de s'interroger.

Un jeune universitaire, élu eurodéputé avant de laisser son siège pour cause de « mandat tournant », faisant l'impasse sur les municipales pour soutenir des plateformes citoyennes pourtant critiques à son égard, avant de venir concurrencer un parti social-démocrate sans exclusion de pouvoir

partager le pouvoir avec lui... Sans présumer de ce que sera l'avenir politique de Pablo Iglesias, un tel profil est tout simplement inexistant dans la gauche française aujourd'hui. Pire, il ne pourra surgir tant que la gauche française défendra ou justifiera la "professionnalisation politique", faisant de la vie publique un métier et de l'indemnisation de son engagement une aliénation.

De même, tant que son personnel politique ne mettra pas à bas la logique du cumul des mandats, y compris et surtout dans le temps, aucun renouvellement générationnel ni aucune diversification sociologique de la gauche française ne sera possible. Enfin, tant qu'elle fera de la démocratie représentative la seule expérience possible de l'exercice du pouvoir, elle se condamne à contempler un système médiatique et sondagier tout entier acquis à sa perte.

Étouffées dans leurs vieux habits partidaires, les formations de gauche ne peuvent seulement s'en prendre à la puissance mortifère des institutions et aux habiletés tactiques de François Hollande. Podemos est issu de dynamiques sociales mais aussi d'un long travail théorique et politique qui fait cruellement défaut à la gauche française (lire ici notre enquête La boîte à idées des intellos de Podemos).

S'appuyer sur la société et sur les nouvelles manières de s'engager ; renouveler en profondeur les pratiques politiques ; reconstruire un projet en s'adressant prioritairement à des populations aujourd'hui systématiquement ignorées (jeunes, salariés précaires, classes populaires issues de l'immigration) : les pistes sont là, évidentes et d'ailleurs souvent montrées par des responsables politiques. Mais des responsables qui les oublient aussitôt, pour préserver leur pré carré ou préparer une fois encore la prochaine échéance électorale. Dès lors, tant que la gauche française ne s'intéressera pas sérieusement à elle-même et à l'émergence de ceux qui la feront renaître sans ceux qui l'ont fait mourir, tirer des leçons d'expériences étrangères ne servira qu'à amuser une galerie de la non-évolution.

V) La popularité de Hollande et de Valls baisse en décembre



François Hollande perd la moitié des points engrangés en novembre. - AFP

Le président de la République perd une partie des gains obtenus en novembre, après les attentats. Manuel Valls perd aussi du terrain. Valérie Pécresse et Xavier Bertrand profitent de l'effet « Régionales ».

L'effet « attentats du 13 novembre » n'aura pas duré longtemps. Si, le mois dernier la cote de popularité de François Hollande avait bondi de 10 points, en décembre elle repart à la baisse de 5 points, selon le baromètre Odoxa-L'Express/ Presse régionale/France Inter publié ce mardi . Manuel Valls perd également quelques points pour se retrouver à seulement 40% d'opinions favorables.

Si François Hollande ne perd « que » la moitié des points gagnés en novembre , il demeure particulièrement bas dans l'opinion des Français. Seuls 27% des personnes interrogées estiment en effet qu'il est un bon président de la République, contre 71% (+ 4 points par rapport à novembre) qui répondent le contraire.

Le Premier ministre n'est pas plus gâté. A la question « Diriez-vous que Manuel Valls est un bon Premier ministre? », 60% des personnes interrogées répondent « non » (+4 points), et 40% (-3 points) par l'affirmative.

Une baisse généralisée

Seule maigre consolation pour l'exécutif, la tendance est globalement à la baisse pour la majeure partie des hommes politiques passés sous revue. Le classement des personnalités suscitant « soutien » et « sympathie » reste dominé par le maire de Bordeaux, Alain Juppé, avec 44% d'adhésion (-2 points), suivi d'Emmanuel Macron (33%, -3 points). François Bayrou, avec 32% d'opinions favorables, est l'un des rares à progresser (+1 point).

Classé 18e, Nicolas Sarkozy chute de six points (21%). Marine Le Pen, dixième, perd trois points (24%).

« Effet régionales »

Ce sondage permet aussi de constater les effets des élections régionales sur la popularité d'un certain nombre de personnalités politiques. « Les deux plus fortes évolutions concernent les deux grands vainqueurs du second tour en Nord-Pas de Calais-Picardie et en Ile-de-France : +9 points pour Xavier Bertrand et +7 points pour Valérie Pécresse qui en engrange même 10 auprès des sympathisants de droite », souligne le sondage.

Tandis que « dans le même temps, son adversaire

et grand perdant des régionales, Claude Bartolone chute de 3 points et dispute à Christian Estrosi le titre de personnalité politique suscitant le moins d'adhésion en France (parmi les 24 testées) ».

Ce sondage a été réalisé par internet les 17 et 18 décembre auprès d'un échantillon de 1.003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Le retour de Tapie: une "bonne blague" estime la presse



Bernard Tapie (C) et son avocat Hervé Temime le 12 mars 2015 à Paris © ERIC FEFERBERG

Bernard Tapie, qui vient de subir un revers dans son conflit avec le Crédit lyonnais, a fait un nouveau coup d'éclat en annonçant son retour en politique,...

Bernard Tapie, qui vient de subir un revers dans son conflit avec le Crédit lyonnais, a fait un nouveau coup d'éclat en annonçant son retour en politique, dans le but annoncé de lutter contre le FN et le chômage, suscitant moqueries et agacement de la presse.

"Manquait plus que Bernard Tapie" titre Alain Auffray de Libération, pour annoncer un éditorial au vitriol. "On se demande vraiment quels gogos pourraient encore avaler une telle fable". Apparemment pas les éditorialistes de la presse nationale et régionale: "C'est un mauvais + Nanard +, tant vu qu'il finit par exaspérer", persifle Matthieu Verrier dans La Voix du Nord.

Laurent Bodin de l'Alsace ironise: "Il est sûr que les Français vont être séduits par le Berlusconi à la française". Jean-Emmanuel Ducoin de l'Humanité, se montre tout aussi caustique: "Pas mal, n'est-ce-pas, pour réenchanter la politique et repartir sur des bases saines, éthiques et moralement compatibles avec l'idée que nous nous faisons de la République".

Le proposition faite par Bernard Tapie de s'attaquer au chômage des jeunes a le don d'exaspérer Didier Rose, des Dernières Nouvelles d'Alsace. Et de rappeler son passé d'homme d'affaires: "Quand il dépeçait des sociétés aux dépens de leurs salariés, il ne lui serait pas venu à l'idée d'interdire de laisser des jeunes sans emploi. (...) Voilà cette fois Nanard qui veut régler le chômage des jeunes dans le mois. La bonne blague serait de faire mine d'y croire."

- "Tapie n'a jamais refait le monde" -

Pour Sébastien Lacroix de l'Ardennais, le pays attend d'autres compétences pour soigner ses maux. De fait, Bernard Tapie n'est tout simplement plus dans le coup. "C'est trop tard. D'abord car il incarne un mélange de genres dont les électeurs ne veulent plus (...) Bernard Tapie n'a plus la clé. La société a changé."

De toutes manières, d'après Thierry Rabiller, rédacteur en chef de Paris-Normandie, personne n'est dupe: "le problème, c'est que tout le monde connaît la chanson. Tapie n'a jamais refait le monde. Mais il est toujours millionnaire".

En conséquence, Yann Marec, du Midi Libre, pronostique un accueil glacial de Bernard Tapie dans l'arène politique: "A seize mois de la présidentielle tout le monde l'attend. Fusil à la main et huissier à la porte...".

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue